

**DOSSIER DE CANDIDATURE EN 2021 POUR UNE INSCRIPTION SUR LA LISTE 2022**  
**LISTE DES EXPERTS AGRÉÉS PAR LA COUR DE CASSATION**  
**(Loi n° 71-498 du 29 juin 1971 relative aux experts judiciaires**  
**Décret n° 2004-1463 du 23 décembre 2004 relatif aux experts judiciaires)**

**PERSONNE MORALE**

Dénomination sociale : .....

Expert inscrit sur la liste de la cour d'appel de .....

Candidature aux fins de : *(cocher la case de votre choix)*

- INSCRIPTION**
- EXTENSION D'INSCRIPTION**
- RÉINSCRIPTION - Préciser la date d'inscription initiale sur la liste nationale : .....**

**Rubriques sollicitées :** *(préciser le numéro et le libellé exacts de la (ou des) rubrique(s) selon la nomenclature de la Cour de cassation fixée par l'arrêté du 10 juin 2005 relatif à la nomenclature prévue à l'article 1er du décret du 23 décembre 2004 modifié par les arrêtés du 22 février 2006 et du 12 mai 2006)*

.....  
.....  
.....

**Le dossier de candidature doit être accompagné des pièces suivantes, dans l'ordre établi ci-dessous (Cocher les cases correspondant à votre envoi) :**

**Renseignements relatifs à la candidature :**

- lettre de motivation du dirigeant/gérant de la personne morale
- fiche détaillée des activités de la personne morale précisant :
  - 1/** la date de début d'activité et sa nature
  - 2/** que cette activité n'est pas incompatible avec l'indépendance nécessaire à l'exercice de missions judiciaires

**Renseignements relatifs à l'identité :**

- copie du K-BIS et numéro d'inscription SIRET
- copie des statuts
- annexe 1 à compléter par le dirigeant/gérant de la personne morale
- annexe 1 bis à compléter par chacune des personnes détenant une fraction égale ou supérieure à 10% du capital social
- copie d'une pièce d'identité ou d'un titre de séjour en cours de validité du dirigeant/gérant et de chacune des personnes détenant une fraction égale ou supérieure à 10% du capital social
- copie du livret de famille **pour les personnes nées à l'étranger**

**Renseignements relatifs à l'activité d'expert :**

- annexe 2 à compléter
- attestation d'inscription sur la liste des experts de la cour d'appel
- justificatifs attestant que la personne morale dispose des moyens techniques et des personnels qualifiés appropriés (diplômes, agréments...)
- annexe 3 (tableaux d'activité expertale entre le 1<sup>er</sup> janvier 2018 et le 31 décembre 2020) à imprimer et à compléter en autant d'exemplaires que de rubriques sollicitées

**Déclaration sur l'honneur**

- annexe 4 à compléter par le dirigeant/gérant de la personne morale (nom et prénom du dirigeant/gérant, nom de la personne morale, date et signature)

**Renseignements relatifs à l'activité professionnelle :**

- liste des publications, enseignements, mandats... *(sous format word, excel...)*
- copie d'une attestation d'inscription pour toute profession relevant d'un ordre professionnel

**Renseignements permettant d'évaluer la connaissance acquise des principes directeurs du procès et des règles de procédure applicables aux mesures d'instruction confiées à un technicien :**

- liste des documents ou formations juridictionnelles, procédurales et expertales (formations suivies du 1<sup>er</sup> janvier 2018 au 31 décembre 2020) *(sous format word, excel...)*
- justificatifs des documents ou formations juridictionnelles, procédurales et expertales

**Le dossier complet (dossier de candidature et pièces) doit être expédié ou déposé, en un seul exemplaire, avant le 1<sup>er</sup> mars 2021, le cachet de la Poste ou le reçu délivré par l'accueil faisant foi, à l'adresse suivante :**

Cour de cassation - Parquet général  
Service des Experts  
5, quai de l'Horloge - TSA n° 89202  
75055 PARIS CEDEX 01

Fait à ....., le..... Signature : .....

**ANNEXE 1**  
**RENSEIGNEMENTS RELATIFS A L'IDENTITÉ**  
**DE LA PERSONNE MORALE**  
**(A compléter par le dirigeant/gérant)**

---

Dénomination sociale : .....

Date de création : .....

Nature de l'activité : .....

Adresse du siège social (qui figurera sur l'annuaire en cas d'inscription) : .....

Adresse de la succursale (s'il y a lieu) : .....

Téléphone : .....

Numéro de fax : .....

Adresse courriel : .....

---

**RENSEIGNEMENTS RELATIFS A L'IDENTITÉ**  
**DU DIRIGEANT/GÉRANT**

NOM : .....

*(pour les femmes mariées, nom de jeune fille suivi du nom d'épouse. Le cas échéant nom d'usage)*

Prénom : .....

Date et lieu de naissance : .....

*(préciser n° arrondissement pour Paris et Lyon)*

Nationalité : .....

Adresse professionnelle : .....

Téléphone professionnel : .....

Numéro de fax : .....

Adresse(s) courriel(s) : .....

Adresse personnelle : .....

Téléphone personnel : .....

Profession : .....

Fonctions juridictionnelles exercées *(préciser lesquelles : conseil de prud'hommes, tribunal de commerce...)*

.....

.....

---

**ANNEXE 1 BIS**  
**RENSEIGNEMENTS RELATIFS A L'IDENTITÉ DES PERSONNES DÉTENANT**  
**UNE FRACTION ÉGALE OU SUPÉRIEURE À 10 % DU CAPITAL SOCIAL**

**NOM :** .....

*(pour les femmes mariées, nom de jeune fille suivi du nom d'épouse. Le cas échéant nom d'usage)*

**Prénom :** .....

**Date et lieu de naissance :** .....

*(préciser n° arrondissement pour Paris et Lyon)*

**Nationalité :** .....

**Adresse professionnelle :** .....

.....

.....

**Téléphone professionnel :** .....

**Numéro de fax :** .....

**Adresse(s) courriel(s) :** .....

.....

**Adresse personnelle :** .....

.....

.....

**Téléphone personnel :** .....

.....

**Profession** *(Préciser le cas échéant le nom et l'adresse de l'employeur) :* .....

.....

**Fonctions juridictionnelles exercées** *(préciser lesquelles : conseil de prud'hommes, tribunal de commerce...)*

.....

.....

---

**ANNEXE 2**  
**RENSEIGNEMENTS RELATIFS A L'ACTIVITÉ D'EXPERT**

---

Inscrit(e) actuellement sur la liste de la cour d'appel de .....  
**Date de première année d'inscription : depuis le 1<sup>er</sup> janvier** .....

Inscription précédente sur une autre liste de cour d'appel : .....  
Si oui, préciser quelle cour d'appel et à quelle période : .....

Rubriques d'inscription sur la liste de la cour d'appel :  
.....  
.....  
.....

---

Exercez-vous une partie de votre activité pour le compte d'une ou plusieurs société(s) d'assurance ou mutuelle(s) ?  
.....

Si oui, répondez aux questions suivantes, le cas échéant sur un document que vous intercalerez :

\*Dans quel domaine (appréciation de préjudices économiques, réparation de dommages corporels...) ?  
.....  
.....

\*Etes-vous lié avec une société d'assurance ou une mutuelle par un contrat prévoyant votre intervention régulière comme expert à ses côtés ? Apportez toute précision utile :  
.....  
.....

\*Quelle est la part (en pourcentage) de votre activité totale exercée pour le compte de ces sociétés sur les trois dernières années ?  
.....  
.....

\*Précisez le nombre de missions que vous avez effectuées au bénéfice de sociétés d'assurance ou mutuelles au cours des trois dernières années :  
.....  
.....

\*Précisez le(s) nom(s) des sociétés d'assurance ou mutuelles pour lesquelles vous êtes intervenu au cours des trois dernières années :  
.....  
.....

**ANNEXE 3**  
**TABLEAUX D'ACTIVITÉ EXPERTALE**  
**ENTRE LE 1<sup>er</sup> JANVIER 2018 ET LE 31 DÉCEMBRE 2020**

**Remplir un tableau par spécialité d'inscription.**

A remplir par le candidat **en utilisant impérativement les cadres types** ci-dessous.

Sur ces états, doivent figurer **par ordre chronologique**, les expertises ordonnées **entre le 1<sup>er</sup> janvier 2018 et le 31 décembre 2020** ainsi que les expertises ordonnées antérieurement mais ayant donné lieu à un dépôt de rapport au cours de la même période.

Dénomination sociale		
Branche Rubrique Spécialité	Codage	Libellé

**1. États récapitulatifs**  
**(CADRE A REMPLIR IMPÉRATIVEMENT)**

	2018	2019	2020
Nombre d'expertises ordonnées			
Nombre de rapports déposés			

Nombre d'expertises en cours au 31 décembre 2020	
--	--





**ANNEXE 4**  
**DÉCLARATION SUR L'HONNEUR**  
**(A compléter par le dirigeant/gérant)**

---

Je soussigné(e)..... ,  
représentant légal de la personne morale .....

- affirme n'avoir été ni l'auteur de faits ayant donné lieu à condamnation pénale pour agissements contraires à l'honneur, à la probité ou aux bonnes moeurs, ni l'auteur de faits de même nature ayant donné lieu à une sanction disciplinaire ou administrative de destitution, de radiation, révocation, de retrait d'agrément ou d'autorisation.

- affirme ne pas avoir été frappé(e) de faillite personnelle ou d'une autre sanction, en application du titre V du livre VI du code de commerce.

- affirme n'exercer aucune activité incompatible avec l'indépendance nécessaire à l'exercice des missions judiciaires d'expertise.

- m'engage à répondre à toutes sollicitations des juridictions et à accomplir ma mission d'expert avec diligence.

- certifie sur l'honneur l'exactitude des indications fournies ci-dessus et je m'engage à porter à la connaissance du procureur général toute modification susceptible d'intervenir dans ma situation.

Fait à ....., le .....

Signature du candidat

